

Convention collective

**IDCC : 9061. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Alpes-Maritimes)
(20 décembre 1988)**

(Etendue par arrêté du 12 juin 1989,
Journal officiel du 22 juin 1989)

AVENANT N° 50 DU 7 MARS 2013

NOR : AGRS1397078M
IDCC : 9061

Entre :

La FDSEA des Alpes-Maritimes,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC ;

La CFTC-Agri ;

La FGTA FO des Alpes-Maritimes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Complément à l'article 84 « Prévoyance et retraite des cadres »

Il est rajouté un 3^e paragraphe au second alinéa qui commence par « Le régime de prévoyance est amélioré par :

– L'option "rente conjoint – formule 3", avec une cotisation de 0,39 % sur le salaire brut, répartie à 40 % à la charge du salarié et 60 % à la charge de l'employeur ; le contenu de cette garantie est décrit en annexe II. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 2

Date d'effet

Les dispositions de cet avenant sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2013.

Article 3

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Nice, le 7 mars 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE II

GARANTIES DÉCÈS SUPPLÉMENTAIRE ET RENTE CONJOINT POUR LES CADRES

Les partenaires sociaux agricoles de la production agricole des Alpes-Maritimes ont souscrit un contrat collectif obligatoire auprès de la CPCEA pour deux garanties supplémentaires améliorant les dispositions de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 (dénommée ensuite CCT 1952 cadres). Il s'agit de :

- la garantie décès supplémentaire (formule A) ;
- la garantie rente conjoint (formule 3), dont l'assureur est l'OCIRP.

Cette présentation n'est pas exhaustive : il est conseillé de se reporter aux notices d'informations sur les conditions générales et les garanties spécifiques, notamment pour les définitions de conjoint, partenaire de Pacs, concubin, enfant à charge, réalisées par la CPCEA.

La garantie décès supplémentaire « formule A » s'ajoute à la garantie décès définie dans la CCT 1952 cadres.

En cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive (IAD) du salarié, le salarié (si IAD) ou le(s) bénéficiaire(s) éventuellement désigné(s), personne(s) physique(s) [à défaut, le conjoint non séparé de droit, le partenaire de Pacs ou concubin ; à défaut les descendants ; à défaut les héritiers] bénéficient, avec cette formule :

- d'un capital de 50 % du salaire de référence ;
- + une majoration enfant de 50 % par enfant à charge ;
- + le doublement accident toutes causes et la garantie double effet.

Double effet :

Lorsque le conjoint décède simultanément (dans les 24 heures qui précèdent ou suivent le décès du participant) ou postérieurement au décès du participant (dans un délai maximal de 12 mois), il est versé aux enfants encore à charge du dernier décédé, sous réserve qu'ils aient été à la charge du salarié au moment de son décès, un capital correspondant au capital décès, hors majorations familiales.

Doublement accident toutes causes (hormis les exclusions) :

En cas de décès suite à accident, le capital décès supplémentaire est doublé hors majorations familiales (l'accident se définit d'une façon générale comme l'atteinte corporelle, mais non intentionnelle, de la part du salarié, provenant de l'action soudaine et imprévisible d'une cause extérieure) ;

Le décès ne peut être considéré comme accidentel que s'il survient dans un délai maximal de 12 mois à compter du jour de l'accident. La preuve de la nature accidentelle du décès ou de la relation de cause à effet entre l'accident et le décès incombe aux bénéficiaires.

Situations d'exclusions,

c'est-à-dire celles où la garantie décès supplémentaire ne s'applique pas

Les risques de décès ou d'invalidité absolue et définitive résultant :

- de la guerre ;
- de maladies ou accidents qui sont le fait volontaire du bénéficiaire ;
- d'un fait du participant, s'il est intentionnel ou frauduleux, étant précisé que le suicide ou la tentative de suicide sont garantis ;
- des suites dues à la participation à un crime, délit intentionnel ou rixe sauf légitime défense ;
- des suites dues à la participation à une émeute ou à un acte de terrorisme ;

- de l’usage de stupéfiants ou de tranquillisants en quantité non prescrite médicalement ;
- de la pratique de tout sport à titre professionnel.

De plus, s’agissant du décès par accident, sont exclus tous les risques de décès ou d’invalidité absolue et définitive résultant :

- du suicide ou de la tentative de suicide ;
- de l’explosion ou de la fission du noyau d’un atome ou des radiations ionisantes ;
- de la participation à une rixe (sauf cas de légitime défense, d’assistance à personne en danger et d’accomplissement du devoir professionnel), à un acte de terrorisme, à un délit intentionnel ou à un crime ;
- de la manipulation d’un engin de guerre dont la détention est illégale ;
- de la pratique de tout sport à titre professionnel, d’un sport aérien (voltige, parachutisme, parapente, vol à voile, ailes volantes, ultra légers motorisés), de la spéléologie, de l’alpinisme (escalade en artificiel et grande course), du saut à l’élastique, des sports de combat ;
- de la participation à des compétitions et à leurs essais nécessitant l’utilisation d’un véhicule à moteur ;
- de paris, de défis, de tentatives de records ;
- de l’ivresse du participant (alcoolémie de taux supérieur ou égal au taux légal en vigueur) ;
- de traitements ou interventions chirurgicales exécutés dans un but de rajeunissement ou esthétique, qui ne seraient pas la conséquence d’un accident garanti par le contrat.

La rente conjoint « formule 3 » apporte les
garanties suivantes en cas de décès du salarié cadre

Rente temporaire et/ou viagère :

Lors du décès du salarié, son conjoint, partenaire de Pacs ou concubin survivant, bénéficie du versement d’une rente temporaire et/ou d’une rente viagère, dont le montant est égal pour chacune de ces rentes à 5 % du salaire de référence.

La rente viagère :

- se déclenche au décès du salarié au bénéfice de son conjoint, partenaire de Pacs ou concubin survivant ;
- diminue à la date à laquelle le bénéficiaire atteint l’âge normal pour prétendre au paiement de l’allocation de réversion au taux plein du régime ARRCO.

La rente viagère est versée jusqu’au premier jour du mois civil suivant le décès du bénéficiaire.

Majoration de la rente temporaire ou viagère :

Lorsque, au décès du salarié, des enfants sont à sa charge, la rente temporaire et/ou viagère est majorée de 10 % par enfant restant à charge (si la rente est de 400 €, elle passe à 440 € avec un enfant à charge).

Capital substitutif :

Lors du décès du salarié, il n’y a pas de personne (conjoint, partenaire de Pacs ou concubin) ouvrant droit aux prestations de rente conjoint. Dans ce cas, un capital de substitution égal à 50 % du salaire de référence est versé aux bénéficiaire(s) éventuellement désigné(s), personne(s) physique(s) ; aux enfants du participant ; à défaut, les parents, frères et sœurs du participant ; à défaut, les héritiers.

Rente orphelin :

Si lors du décès du salarié, son ou ses enfants sont orphelins (de père et de mère), une rente temporaire égale à 10 % du salaire de référence leur sera attribuée. La date d’effet de la rente est fixée au premier jour du mois civil qui suit le décès, cette rente est versée trimestriellement à terme à échoir

tant que l'orphelin répond à la définition d'enfant à charge, et en tout état de cause, sans condition jusqu'à l'âge de 21 ans.

Situations d'exclusions,
c'est-à-dire celles où la garantie rente conjoint ne s'applique pas
En cas de guerre civile ou étrangère dès lors que le participant y prend une part active.

Pour ces deux garanties, comment est calculé le salaire de référence ?

Lorsque le participant a moins de 4 trimestres civils d'activité dans l'entreprise adhérente, ses rémunérations sont reconstituées sur 4 trimestres civils comme si l'intéressé avait effectivement exercé son activité. Toutefois, lorsque l'activité du participant correspond à moins de 3 mois, ses rémunérations sont reconstituées dans la limite de 3 mois maximum.

En cas de décès précédé d'une indemnisation au titre de l'incapacité temporaire ou permanente de travail, le salaire annuel brut est revalorisé en fonction du pourcentage d'augmentation du coefficient servant de base à la revalorisation des prestations concernées.